Centre Universitaire
MAYOTTE

Département Droit-Economie-Gestion

- Licence d'Administration Economique et Sociale
- Licence de Droit

Annales des sujets d'examens

Année universitaire 2016-2017

Centre Universitaire de Mayotte route nationale 3 BP.53 97660 DEMBENI

Tél : 02 69 61 08 92

www.univ-mayotte.fr

Département Droit-Economie-Gestion

Table des matières

Droit p.1

- L1 Droit semestre 1 p 2 à 12
- L2 Droit semestre 3 p 13 à 20
- L3 Droit semestre 5 p 21 à 31
- L1 Droit semestre 2 p 32 à 43
- L2 Droit semestre 4 p 44 à 53
- L3 Droit semestre 6 p 54 à 64

AES p.65

- L1 AES semestre 2 p 66 à 78
- L2 AES semestre 3 p 77 à 79
- L3 AES semestre 5 p 80
- L1 AES semestre 2 p 81 à 99
- L2 AES semestre 4 p 100 à 111
- L3 AES semestre 6 p 112 à 127

LP MGO p.128

- LP MGO semestre 2 p 129 à 134

LP DPT p.135

- LP DPT semestre 2 p 136 à 140

Année universitaire 2016-2017

AES

CUFR de MAYOTTE : Année universitaire 2016/2017

DFR : DEG

Matière : Introduction à la gestion (L1 AES).

Durée : 3 heures.

Enseignants : NSAME Mouyenga/Maal ABIA

Examen final d'introduction à la gestion

Première session.

PREMIERE PARTIE : Questions de cours (10 pts).

1. Présentez en les expliquant, les mécanismes de coordination de MINTZBERG.
2. Après avoir expliqué les différentes formes de gouvernance, montrez l'apport de la théorie de l'agence dans la compréhension de la gouvernance managériale.
3. Présentez l'analyse industrielle de M. PORTER et mettez en évidence ses principales limites.
4. Tracez et expliquez le modèle d'analyse stratégique du BCG ; montrez en outre ses avantages et ses limites.
5. Présentez le graphique du cycle de vie des technologies et montrez l'importance de la technologie dans l'évolution de la position concurrentielle de la firme.

DEUXIEME PARTIE : Réflexion (10pts).

Dans un développement structuré introduit et conclu, vous traiterez la question suivante : « ***La performance est-elle un enjeu pour une entreprise*** ? »

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 1 EN AES

Introduction à la science économique

1ère session – Année universitaire 2016-2017

Cours de M. Victor BIANCHINI

Durée de l'épreuve : 1 heure et 30 minutes
Aucun document n'est autorisé

Inscrivez *dans l'ordre* sur votre feuille d'examen les réponses aux questions posées en n'oubliant pas de les numéroter. Ne recopiez pas les questions et les réponses : indiquez uniquement le numéro de la question et sa réponse (a, b, c, ou d)

Le fait de ne pas respecter ces consignes vous pénalisera.

Chaque question à laquelle vous répondez justement vaut 1 point, mais chaque mauvaise réponse coûte 0,5 point. Il y a une seule bonne réponse à chaque question.

Sujet A

1. L'économie politique :
a. Est nécessairement morale
b. N'est pas nécessairement morale
c. Est de la politique économique
d. Est un ordre économique

2. L'économie politique :
a. Se base sur un seul homo economicus
b. Suppose que nous sommes tous des homo economicus
c. Ne prend pas en compte les rapports de force entre les classes sociales
d. Prend en compte les rapports de force entre les classes sociales

3. La science économique :
a. C'est des mathématiques
b. C'est du calcul
c. C'est de l'économie mathématique
d. Peut avoir recours à l'outil mathématique

4. En économie :
a. Il existe des lois
b. Il existe des vérités
c. Il existe des tendances
d. Il n'existe que des mensonges

5. L'économie positive :
a. Vise à avoir un jugement positif sur le monde économique
b. Vise à avoir un jugement réel sur le monde économique
c. Vise à décrire le monde économique
d. Ne vise pas à décrire le monde économique

6. Il y a profit maximal :
a. Lorsqu'on soustrait les coûts aux recettes totales
b. Lorsque le taux marginal de substitution est égal au rapport des prix
c. Lorsque la droite d'isocoût est nulle
d. Lorsque la recette marginale est égale au coût marginal

7. En concurrence pure et parfaite :
a. Le prix est égal au coût marginal
b. Le prix est supérieur au coût marginal
c. Le prix est inférieur au coût marginal
d. La droite d'isocoût est nulle

8. Lorsque le coût moyen est inférieur au coût marginal :
a. Le coût moyen augmente
b. Le coût moyen diminue
c. Le coût marginal augmente
d. Le coût marginal diminue

9. Le coût d'opportunité :
a. Est inclut dans les coûts comptables
b. Représente ce que vous auriez pu faire
c. Est inclut dans les coûts économiques
d. Représente ce que vous n'auriez pas pu faire

10. L'hypothèse « ceteris paribus » (« toutes choses égales par ailleurs ») :
a. Permet d'analyser l'interdépendance des variables dans le monde
b. N'existe pas
c. Permet de nous focaliser uniquement sur l'analyse d'une ou plusieurs variables
d. Ne permet pas de nous focaliser uniquement sur l'analyse d'une ou plusieurs variables

11. Le prix des matières premières augmente. Par conséquent :
a. Il y a un déplacement sur la courbe de demande
b. Il y a un déplacement sur la courbe d'offre
c. Il y a un déplacement de la courbe d'offre vers la droite du graphique
d. Il y a un déplacement de la courbe d'offre vers la gauche du graphique

12. Soit un choc de demande positif. Par conséquent, toutes choses égales par ailleurs :
a. L'équilibre ne change pas
b. Le prix et les quantités d'équilibre augmentent
c. Le prix et les quantités d'équilibre diminuent
d. Il y a un déplacement le long de l'équilibre

13. Un déplacement sur la courbe de demande ou d'offre :
a. Provient d'une variation du revenu considéré
b. Provient d'une variation du profit considéré
c. Provient d'une variation de l'investissement considéré
d. Provient d'une variation du prix du bien considéré

14. L'élasticité prix-demande :
a. Mesure de combien le prix varie lorsque la demande varie
b. Mesure de combien le prix varie lorsque la demande ne varie pas
c. Mesure de combien la demande varie lorsque le prix varie
d. Mesure de combien la demande varie lorsque le prix ne varie pas

15. Si Jean-Patrice-Benjamin préfère aujourd'hui être en cours que de rester chez lui, et que demain il préfère l'inverse, alors:
a. Il n'est pas rationnel
b. Ses préférences sont transitives
c. Ses préférences sont monotones (plus est préféré à moins)
d. Ses préférences ont changé

16. Deux courbes d'indifférence :
a. Se croisent toujours
b. Peuvent parfois se croiser
c. Ne peuvent pas se croiser car cela remettrait en question la complétude
d. Ne peuvent pas se croiser car les préférences ne pourraient pas être à la fois transitives et monotones

17. Le choix optimal d'un consommateur se réalise :
a. Lorsqu'il satisfait son désir
b. Lorsqu'il maximise sa droite de budget
c. Lorsque l'isoquante est tangente à la droite de budget
d. Lorsque la courbe d'indifférence est tangente à la droite de budget

18. L'utilité marginale décroissante :
a. Indique que notre plaisir augmente au fur et à mesure qu'une expérience se répète
b. Indique que notre désir augmente au fur et à mesure que l'expérience se répète
c. Indique que notre plaisir diminue au fur et à mesure que l'expérience se répète
d. Indique que notre désir diminue au fur et à mesure que l'expérience se répète

19. La technologie de production:
a. Indique comment des inputs sont transformés en output
b. Indique comment des outputs sont transformés en inputs
c. Indique comment des inputs du premier degré sont transformés en inputs du second degré
d. Indique comment des outputs du premier degré sont transformés en outputs du second degré

20. A court terme:
a. Les inputs sont variables
b. Les outputs sont variables
c. Les inputs sont fixes
d. Les outputs sont variables

21 (question bonus). A votre avis, à quoi sert l'économie ?
a. Comprendre le fonctionnement du monde qui se valorise, c'est-à-dire qui s'achète et se vend ou qui peut s'acheter et se vendre
b. Comprendre le profit
c. Comprendre la monnaie
d. Comprendre la vie

Centre Universitaire
MAYOTTE

Année universitaire **2016-2017**
*Session initiale d'examen – **Semestre 1***

LICENCE 1ère année
Administration Economique et Sociale

EPREUVE THEORIQUE

Introduction au Droit

Professeur :

Monsieur Philippe Mouron

Durée de l'épreuve : 2 heures

Vous répondrez aux questions suivantes en 10 à 20 lignes

1) A quel niveau de la hiérarchie des normes se situent les règlements ? (5 points)

2) Quelles sont les éléments de l'état des personnes ? (5 points)

3) Qu'est-ce qu'un droit personnel ? (5 points)

4) Qu'est-ce que le Droit européen ? (5 points)

AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISE

69

Les questions 1 à 10 se réfèrent au document fourni en Annexe du sujet ***"Les salaires à la hausse en 2014... surtout pour les mieux payés"*** *(Par Luc Peillon - Libération du 21 septembre 2016)*

Vous devez cocher la réponse exacte sans justification. Une bonne réponse rapporte **1 point**. Une mauvaise réponse enlève **0,5 point**. L'absence de réponse ne rapporte ni n'enlève aucun point.Si le total des points est négatif, la note globale est **0**.

Questions	Réponses
1. L'étude concernent les salaires de l'année:	☐ 2015, année de publication de l'article ☐ 2013 l'année de référence précédant 2014 ☐ l'année civile 2014
2. En 2014,le salaire des femmes a été de 0.9% supérieur à celui des hommes:	☐ Vrai ☐ Faux ☐ l'article ne permet pas de le dire
3. En 2014,le salaire médian des femmes a été inférieur à celui des hommes de :	☐ 257 € ☐ 448 € ☐ l'article ne permet pas de le dire
4. Entre 2013 et 2014,ce sont les plus gros salaires qui ont le plus progressé :	☐ Vrai ☐ Faux ☐ l'article ne permet pas de le dire
5. En 2014, 90 % des salariés gagnaient moins de 3600 €:	☐ Faux ☐ Vrai ☐ l'article ne permet pas de le dire
6. En 2014, le secteur qui a connu la plus forte progression salariale est :	☐ le secteur tertiaire ☐ le secteur industriel ☐ le secteur de la construction ☐ le secteur agricole l'article ne permet pas de le dire
7. En 2014,le salaire moyen des hommes a été supérieur à celui des femmes de :	☐ 0.9 % ☐ 448 € ☐ l'article ne permet pas de le dire
8. En 2014,le salaire des 20 % des salariés les moins rémunérés était inférieur à:	☐ 1349 € ☐ 1384 € ☐ 1480 € ☐ 1414.50 €
9. En 2014,le salaire des 20 % des salariés **hommes** les mieux rémunérés était supérieur à:	☐ 2716 € ☐ 2425 € ☐ 2955 € ☐ 2690 €
10. En 2014,l'écart de salaire homme/femme des 1 % des salariés les mieux payés est de plus de 50 %:	☐ Vrai ☐ Faux ☐ l'article ne permet pas de le dire.

-70

Les question 11 à 14 concernent le tableau ci-dessous qui donne les indicateurs statistiques (quartiles) sur la taille en cm des membres d'un club de sport:

Q_0	163 *cm*
Q_1	171 *cm*
Q_2	182 *cm*
Q_3	191 *cm*
Q_4	199 *cm*

Questions	Réponses
11. Les deux tiers des membres mesurent moins de 1 m 90	☐ Vrai ☐ Faux ☐ On ne sait pas
12. La moitié des membres mesurent entre 1m71 et 1m91	☐ Vrai ☐ Faux ☐ On ne sait pas
13. Personne ne mesure plus de 2 m dans le club	☐ Vrai ☐ Faux ☐ On ne sait pas
14. Il y a plus de membres qui mesurent moins de 1m71 que de membres qui mesurent plus de 1 m 91	☐ Vrai ☐ Faux ☐ On ne sait pas

1.

1,71

Définition

Le ***revenu disponible d'un ménage*** comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

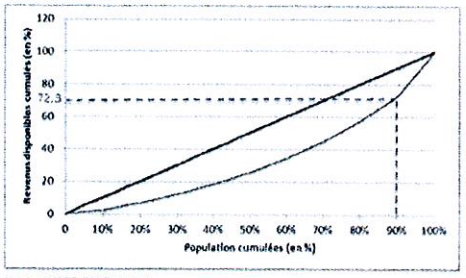
Revenu disponible par ménage selon la tranche de revenu en 2010

Tranche de revenu annuel disponible	Limite supérieure de tranche (décile)
Inférieur à D1	12 830
D1 à D2	16 610
D2 à D3	20 280
D3 à D4	24 370
D4 à D5	28 910
D5 à D6	33 970
D6 à D7	39 880
D7 à D8	47 640
D8 à D9	61 750
Supérieur à D9	//

Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Lecture : en 2010, 10 % des ménages avaient un revenu compris entre 12 830 €(D1) et 16 610 €(D2)
Sources : Insee ; DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2010.

Pour les questions 15 à 18, Q_1 désigne le 1er quartile, Q_2 le second quartile , Q_3 le 3eme quartile et C_1 le premier centile.

Graphique : Courbe de Lorenz appliquée à la distribution des revenus disponibles en France en 2011



Source : INSEE, BSI Economics

Questions	Réponses
15. Q_1 =	☐ 18445 € ☐ 20280 € ☐ 1835 € ☐ On ne sait pas
16. Q_3 =	☐ 46935 € ☐ 54695 € ☐ 43760 € ☐ On ne sait pas
17. C_1 =	☐ 1283 € ☐ 12830 € ☐ 16610 € ☐ On ne sait pas
18. 60 % des ménages ont un revenu compris entre:	☐ 28 910 €et 33 970 € ☐ 16610 €et 47 640 € ☐ 39880 €et 61 750 €

Question 19 et 20 se réfèrent à a courbe de Lorenz ci-contre.

Questions	Réponses
19. D'après la courbe de Lorenz ci-contre:	☐ Les 10 % des ménages les plus riches disposent de 27.7 % des revenus disponibles ☐ Les 90 % des ménages les plus riches disposent de 72.3 % des revenus disponibles ☐ Les 72.3 % des ménages les plus riches disposent de 72.3 % des revenus disponibles ☐ Les revenus sont équitablement répartis
20. Graphiquement on peut estimer que les 50 % des ménages les plus pauvres disposent de:	☐ 25 % des revenus disponibles ☐ 75 % des revenus disponibles ☐ 50 % des revenus disponibles

72

Les salaires à la hausse en 2014… surtout pour les mieux payés

Par Luc Peillon http://www.liberation.fr/auteur/1973-luc-peillon — 21 septembre 2016 à 18:01



Les salaires ont connu leur plus forte progression dans l'industrie (+1,1%), suivi du tertiaire (+0,5%). Photo AFP

Le salaire net moyen a augmenté de 0,5%, mais l'écart entre les mieux payés et les moins bien lotis s'accentue.

Les salaires en France reprennent un peu de vigueur. Après deux ans de baisse, le salaire net moyen (2 225 euros) a augmenté de 0,5% en 2014, selon l'Insee. Il avait reculé de 0,2% en 2012 et de 0,3% en 2013. La raison, selon l'institut : une moindre inflation, qui redonne du tonus au salaire en euros constants, c'est-à-dire au salaire «réel», une fois neutralisée la hausse correspondant à l'évolution des prix.

(+1,1%), suivi du tertiaire (+0,5%), alors qu'il stagne dans la construction (-0,1%). Les employés ont également été les mieux servis (+0,7%), devant les ouvriers et les cadres (+0,4% chacun) et les professions intermédiaires (+0,3%).

Mais par échelle de revenus, ce sont les plus gros salaires qui ont connu la plus forte hausse. Le salaire mensuel net médian (la moitié des salariés gagnent plus, l'autre moins), d'un montant de 1783 euros en 2014, n'a progressé que de 0,1%, comme la moitié la plus basse des salaires. En revanche, le plancher des 20% les mieux payés (seuil à 2 716 euros) a connu une évolution de +0,8% et celui des 10% des mieux rémunérés (au-delà de 3 600 euros) a gagné 1%.

Résultat, selon l'Insee, les inégalités de salaires augmentent. Le rapport entre le 9e décile (plancher des mieux rémunérés, 3 600 euros) et le 1er décile (plafond des plus mal payés, 1 206 euros) augmente sur un an, passant de 2,95 à 2,98.

L'écart de salaires entre hommes et femmes, enfin, se réduit légèrement. Il était (à secteur d'activité, âge, catégorie socioprofessionnelle et condition d'emploi équivalent) de 9,6% en 2014, soit 0,3 point de moins qu'en 2013. Une réduction notamment due aux cadres, où le salaire des femmes (+1,3%) a progressé plus vite que celui des hommes (+0,2%).

3 **Distribution des salaires mensuels nets en euros constants en 2014 et évolution entre 2013 et 2014**

Déciles	Ensemble		Hommes		Femmes	
	2014	Évolution (%)	2014	Évolution (%)	2014	Évolution (%)
D1	1 206	0,1	1 257	– 0,2	1 164	0,4
D2	1 349	0,1	1 419	– 0,2	1 279	0,3
D3	1 480	0,1	1 565	– 0,1	1 386	0,4
D4	1 620	0,1	1 717	0,0	1 500	0,5
D5 ou Médiane	**1 783**	**0,1**	**1 893**	**0,0**	**1 636**	**0,5**
D6	1 988	0,2	2 113	0,1	1 812	0,5
D7	2 264	0,4	2 425	0,3	2 051	0,5
D8	2 716	0,8	2 955	0,7	2 402	0,9
D9	3 599	1,0	3 940	0,8	3 100	1,5
C95	4 589	0,9	5 089	0,7	3 839	1,8
C99	8 163	0,8	9 375	0,9	6 183	1,7
Moyenne	**2 225**	**0,5**	**2 410**	**0,4**	**1 962**	**0,9**

Lecture : en 2014, 10 % des salariés en EQTP du privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés, perçoivent un salaire mensuel net inférieur à 1 206 euros.
Champ : France, salariés en EQTP du privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, DADS, fichier semi-définitif.

Examen de Mathématiques - L1 AES- 1er Semestre-Centre universitaire de Mayotte

Numéro de carte d'étudiant. .....
Session : Semestre 1 : Examen de Mathématiques - L1 AES- -Centre universitaire de Mayotte 2016/2017 : Calculatrice autorisée : Durée : 2H

Exercice 1 : QCM (6 points)

Pour chaque question, cocher la ou les bonnes réponses sans justification. Une bonne réponse rapporte 1 point. Une mauvaise réponse enlève 0,5 point. L'absence de réponse ne rapporte ni n'enlève aucun point. Si le total des points est négatif, la note globale attribuée à l'exercice est 0

1. Soit la fonction f définie sur $\mathbb{R}$ par : $f(x)=\frac{7}{4}x^4-\frac{x^2}{2}-x+3$, alors pour tout réel x, $f'(x)=$

$0x^4-0x^2-1+3=2$	$7x^3-x+2$	$7x^3-x-1$	$0x^4-0x^2-1=-1$

2. Soit la fonction f définie sur $\mathbb{R}-\{2\}$ par : $f(x)=x+\frac{1}{x-2}$. Pour tout nombre réel $x\neq 2$, $f'(x)=$

$1+\frac{1}{(x-2)^2}$	$\frac{x^2-4x+3}{(x-2)^2}$	$1-\frac{1}{(x-2)^2}$	$1-\frac{1}{x^2}$

3. Soit la fonction f définie sur $\mathbb{R}-\{\frac{1}{3}\}$ par : $f(x)=\frac{2}{3x-1}$. Pour tout nombre réel $x\neq\frac{1}{3}$, $f'(x)=$

$-\frac{2}{(3x-1)^2}$	$-\frac{6}{(3x-1)^2}$	$\frac{2}{(3x-1)^2}$	$\frac{6}{(3x-1)^2}$

4. Soit la fonction f définie sur $\mathbb{R}-\{2\}$ par : $f(x)=\frac{4x-7}{x-2}$. Pour tout nombre réel $x\neq 2$, $f'(x)=$

$\frac{4}{1}=4$	$-\frac{1}{(x-2)^2}$	$-\frac{15}{(x-2)^2}$	$\frac{8x-15}{(x-2)^2}$

5. On note f une fonction définie et dérivable sur un intervalle I et C_f sa courbe représentative. Pour $a\in I$, on note T la tangente à C_f au point d'abscisse a. La fonction f est définie sur $\mathbb{R}$ par $f(x)=\frac{x^2}{3}+x$ et $a=-1$. T à pour équation :

$y=\frac{1}{3}x-\frac{1}{3}$	$y=\frac{1}{3}x-1$	$y=\frac{2}{3}x+1$

Exercice 2 : (8 points)

Une entreprise possède une chaîne de fabrication capable de fabriquer en une semaine entre 6000 et 32000 pièces identiques.
Le coût de fabrication, en euros, de x milliers de pièces, pour x compris entre 6 et 32, est noté $C(x)$ où C est la fonction définie sur l'intervalle $[6;32]$ par :

$$C(x)=2x^3-108x^2+5060x-4640 \quad .$$

Toutes les pièces produites sont vendues au prix de 3500 € le milliers de pièces.
On note $B(x)$ le bénéfice pour x milliers de pièces vendues.

1. Pour 10 milliers de pièces produites et vendues, calculer le coût de fabrication, le prix de vente et le bénéfice.
2. Exprimer, en euros, le prix de vente $P(x)$ pour x milliers de pièces vendues.
3. Montrer que, pour tout x appartenant à l'intervalle $[6;32]$:
$$B(x)=-2x^3+108x^2-1560x+4640$$
4. Représenter graphiquement sur la calculatrice la courbe de la fonction B, puis déterminer avec la précision permise par la calculatrice les quantités x de pièces à produire pour que l'entreprise fasse un bénéfice.
5. Déterminer $B'(x)$.
6. Etudier les variations de B sur $[6;32]$.
7. En déduire la production de pièces assurant un bénéfice maximal, et donner la valeur de ce bénéfice.

Exercice 3 : (6 points)

Une étude sur le marché régional s'intéresse à l'évolution de l'offre et de la demande de la quantité de viande d'agneau en fonction du prix exprimé en euro par kg.
Pour un prix entre 2 et 12 € le kg, la quantité de viande d'agneau demandée, en tonnes, est :
$f(x)=-0,1x^2+0,7x+9$
La quantité de viande offerte, en tonnes, est : $g(x)=0,4x+3,6$

1) a : Calculer la dérivée $f'(x)$ de la fonction f .
   b : En déduire les variations de f sur l'intervalle $[2;12]$.
   c : Donner une interprétation économique des variations de f .
2) a: Représenter graphiquement sur la calculatrice les courbes des fonctions f et g , puis déterminer la quantité de viande demandée et celle offerte lorsque le prix est de 8 € le kg.
   b: A ce prix, la demande est-elle satisfaite ?
3) On appelle prix d'équilibre lorsque la quantité de viande demandée est égal à la quantité de viande offerte.
   Résoudre l'équation $f(x)=g(x)$ puis déterminer la quantité de viande demandée (et donc offerte) et le chiffre d'affaire réalisé.

Licence 2 AES — Mathématiques 3 — Examen final

G1, 2 et 3

Session 1.
2016/2017.

Calculatrices autorisées – Durée : 2 h

Exercice 1

Un capital initial de 20 000 € placé pendant quatre ans et cinq mois a acquis une valeur de 24 000 €. Le taux d'intérêt composé appliqué est mensuel. Calculer ce taux, puis le taux annuel équivalent.

Exercice 2

1) Vous versez pendant 70 mois consécutifs une somme de 300 € sur un compte rémunéré à intérêt composé annuel de 4 %, la période de capitalisation étant le mois. De quel capital disposerez-vous à l'issue de ces 70 mois ?

2) Répondre à la même question dans le cas où, dans le courant du vingtième mois (et uniquement cette fois-là), vous retirez du compte la somme de 3 000 €.

Exercice 3

Calculer le nombre de trimestrialités de 500 € qu'il faut verser pour acquérir un capital de 21 005 € (à un euro près), au taux d'intérêt composé annuel de 2,8 %.

Exercice 4

On souhaite emprunter un capital C au taux d'intérêt composé annuel de 4,5 %, de telle sorte qu'on l'ait entièrement remboursé au bout de 144 mensualités de 200 €. Quel est ce capital C ?

Exercice 5

Un individu souhaite effectuer un emprunt de 63 000 € auprès de sa banque, sur une durée de 15 ans. Son conseiller bancaire lui fait les deux propositions suivantes :

(a) Remboursement *mensuel* à *amortissement constant* à taux composé annuel de 4 %.
(b) Remboursement par *trimestrialités constantes* à taux composé annuel de 3,5 %.

1) Déterminer la dernière et les trois premières lignes du tableau d'amortissement dans le cas de la proposition (a), en mettant en évidence l'ordre des calculs.

2) Répondre à la même question dans le cas de la proposition (b).

On rappelle que dans le cas d'un remboursement à trimestrialités constantes d'un capital emprunté K au taux trimestriel t et sur une durée de N trimestres, la valeur commune des trimestrialités est :

$$A = \frac{K \times t}{1 - (1+t)^{-N}}$$

3) Quelles sont la première valeur et la dernière valeur de la colonne « intérêts » du tableau d'amortissement selon la proposition (a) ? En déduire le coût pour l'emprunteur de la proposition (a), sachant que la suite des intérêts est arithmétique.
On rappelle qu'une somme de termes consécutifs d'une suite arithmétique s'obtient en multipliant le nombre de termes sommés par la moyenne du premier et du dernier terme.

4) Calculer le coût de l'emprunt selon la proposition (b).

5) Quelle est la proposition la plus avantageuse pour l'emprunteur ?

6) L'emprunteur, qui ne se fie qu'au taux sans plus d'examen, décide d'adopter la proposition (b). Néanmoins, il hérite quelques années plus tard d'une somme suffisante pour se décider à rembourser son emprunt de manière anticipée. Il revient voir son conseiller dans ce but exactement dix ans après le début du remboursement de l'emprunt. Il lui demande alors combien ce remboursement anticipé va lui faire économiser. Que doit lui répondre le conseiller ?

77

1/Le retrait d'un État membre de l'Union européenne est-il possible ? Justifiez votre réponse. (6 points)

3/Quelles sont les différentes attributions du Parlement européen? (7 points)

3/Quelles sont les différentes attributions de la Commission ? (7 points)

Aucun document n'est autorisé.

Bonne chance !!!

7-8

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 3 AES

EXAMEN D'ECONOMIE DE LA CROISSANCE.

Année universitaire 2016/2017 – Semestre 5 – 1ère session

Cours de M. ABIA

Durée de l'épreuve : 1 H 30.
Document autorisé : aucun.

1. Un modèle est une représentation simplifiée de la réalité, utilisé pour mieux comprendre les situations réelles, à partir des hypothèses. A partir de cette définition, listez les hypothèses qui permettent de comprendre le modèle de Robert SOLOW (5 points).

2. A l'aide d'un graphique, montrez comment l'économie atteint-elle un état stationnaire. En déduire la définition de l'état stationnaire (5 points).

3. Montrez la relation existant entre l'épargne, la consommation et la croissance économique. En déduire la définition de la règle d'or définie selon Phelps et Desrousseaux (1962).

4. A quelles conditions l'économie peut-elle connaître une croissance durable sans tendre vers l'état stationnaire ? (5 points).

8+

8-0

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE
Année universitaire 2016/2017
Semestre 2 – 1ère Session

1ère Année Licence d'AES

INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDICTIONNELLES

Cours de Monsieur le Professeur Jean-Baptiste PERRIER

* * *

Examen

Durée de l'épreuve : 2h

TRAVAIL À EFFECTUER : ***Répondez aux questions suivantes, dans l'ordre des questions, en suivant les indications.***

81

1/ Qu'est-ce que la séparation des pouvoirs ? (*réponse en 10 lignes*)

2/ Qu'est-ce qu'un déni de justice ? (*réponse en 5 lignes*)

3/ Pourquoi la compétence du Conseil d'Etat est-elle différente de celle de la Cour de cassation ? (*réponse en 10 lignes*)

4/ Quelle est la compétence du tribunal de grande instance ? (*réponse en 10 lignes*)

Aucun document n'est autorisé.
Bonne chance !!!

89

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE
Année universitaire 2016/2017
Semestre 2 – 1ère Session

1ère Année Licence d'AES

DROIT CONSTITUTIONNEL

Cours de Thomas M'SAÏDIÉ, Maître de conférences en droit public

* * *

Examen

Durée de l'épreuve : 2h

TRAVAIL À EFFECTUER : ***Répondez dans n'importe quel ordre à TOUTES les questions suivantes.***

83

1/ Quelle distinction entre État unitaire et État fédéral (6 points)

2/La révision de la Constitution. (7 points)

2/ L'élection présidentielle. (7 points)

Aucun document n'est autorisé. Bonne chance !!!

34

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 1 EN AES

MACROECONOMIE

1ère session – Année universitaire 2016-2017

Cours de M. Victor BIANCHINI

Durée de l'épreuve : 1 heure et 30 minutes
Aucun document n'est autorisé
Pas de calculatrice

Traitez, dans l'ordre, les 20 questions suivantes.

Important : chaque question à laquelle vous répondez justement vaut 1 point. Il y a une unique bonne réponse par question. A partir de 5 mauvaises réponses, chaque réponse fausse vous coûte 0,5 point. Inscrivez sur votre feuille d'examen les réponses aux questions posées, en n'oubliant pas de les numéroter.

Toutes les copies qui ne respectent pas ces consignes seront fortement pénalisées.

Sujet A

1. Un flux est :
a. Une quantité mesurée par unité de temps
b. Une quantité mesurée à un instant donné
c. Une richesse
d. Une dette publique

2. Qu'est-ce qui n'est pas un flux ?
a. La richesse d'une personne
b. Le déficit budgétaire
c. L'eau qui s'écoule d'un robinet toutes les minutes
d. Le salaire

3. Un stock est :
a. Une quantité mesurée par unité de temps
b. Une quantité mesurée à un instant donné
c. La pluie qui tombe toutes les secondes
d. Les marchandises produites tous les mois.

4. Qu'est-ce qui n'est pas un stock ?
a. Une dette publique
b. L'eau dans une baignoire
c. Le salaire
d. Le nombre de chômeurs

5. Le multiplicateur monétaire :
a. Est égal à un divisé par le coefficient de réserves
b. Vient de Keynes
c. Est égal à un
d. Est égal au coefficient de réserves divisé par un

6. Donnez un exemple de monnaie :
a. La richesse
b. La banane
c. Le dollar
d. Le manioc

7. Selon l'hypothèse du cycle de vie de Modigliani :
a. Les pays « jeunes » ont tendance à plus épargner que les autres
b. Les pays « vieux » ont tendance à plus épargner que les autres
c. La consommation est connectée au revenu courant
d. Les pays « jeunes » et « vieux » ont tendance à moins épargner que les autres

8. On calcule généralement le taux d'inflation par :
a. Le déflateur du PIB
b. Le multiplicateur keynésien
c. La théorie quantitative de la monnaie
d. L'indice des prix à la consommation

9. Si le revenu courant est inférieur au revenu permanent, alors :
a. Le revenu transitoire est constant
b. Le revenu transitoire est nul
c. Le revenu transitoire est positif
d. Le revenu transitoire est négatif

10. D'après la loi psychologique fondamentale:
a. L'augmentation de la consommation est égale à l'augmentation du revenu
b. L'augmentation de la consommation est supérieure à l'augmentation du revenu
c. La consommation n'est pas importante
d. L'augmentation du revenu fait augmenter la consommation, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu

e

11. A quoi sert le multiplicateur monétaire?
a. A mesurer l'inflation
b. A mesurer la création de monnaie scripturale
c. A mesurer la monnaie fiduciaire
d. A mesurer la monnaie possédée par une personne

12. Qu'est-ce qui ne fait pas partie de la fonction de consommation standard ?
a. La consommation incompressible
b. La propension marginale à consommer
c. Les revenu permanent
d. Le revenu courant

13. Le PIB nominal :
a. Neutralise la variation des prix
b. Ne neutralise pas la variation des prix
c. Agrège des quantités de biens différents en les pondérant par leur prix
d. Représente la production de biens et services valorisée aux prix de l'année de base

14. Quel motif ne fait pas partie de la demande de monnaie ?
a. Motif de transaction
b. Motif de richesse
c. Motif de précaution
d. Motif de spéculation

15. Selon la théorie quantitative de la monnaie :
a. La politique monétaire est efficace pour augmenter le revenu d'un pays
b. L'inflation n'est pas un phénomène monétaire
c. La vitesse de circulation de la monnaie n'est pas constante
d. L'inflation est uniquement causée par l'augmentation de l'offre de monnaie

16. Quelle est la composante de la demande la plus importante dans le PIB?
a. La consommation
b. L'investissement
c. La balance commerciale
d. Les dépenses publiques

17. Qu'est-ce que la macroéconomie ?
a. La science des choix individuels en univers de rareté
b. L'étude de la monnaie
c. L'étude de l'économie dans son ensemble
d. L'étude du producteur et du consommateur

18. Dans le calcul du PIB :
a. On ne prend en compte pas les consommations intermédiaires
b. On prend en compte les consommations intermédiaires
c. On prend en compte la pollution
d. On prend en compte le bien-être

19. Le « cash » (billets et pièces) :
a. Représente la plus grande quantité de monnaie
b. Représente la plus petite quantité de monnaie
c. Représente la monnaie fiduciaire
d. N'est en fait pas de la monnaie

20. Si on veut augmenter la monnaie fiduciaire dans l'économie :
a. La banque centrale vend au public des obligations qu'elle détient
b. La banque centrale achète des titres financiers auprès du public
c. La banque centrale vole la monnaie au public
d. La banque centrale a besoin d'un nouveau directeur

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 1 EN AES

MACROECONOMIE

1ère session – Année universitaire 2016-2017

Cours de M. Victor BIANCHINI

Durée de l'épreuve : 1 heure et 30 minutes
Aucun document n'est autorisé
Pas de calculatrice

Traitez, dans l'ordre, les 20 questions suivantes.

Important : chaque question à laquelle vous répondez justement vaut 1 point. Il y a une unique bonne réponse par question. A partir de 5 mauvaises réponses, chaque réponse fausse vous coûte 0,5 point. Inscrivez sur votre feuille d'examen les réponses aux questions posées, en n'oubliant pas de les numéroter.

Toutes les copies qui ne respectent pas ces consignes seront fortement pénalisées.

Sujet B

1. Selon la théorie quantitative de la monnaie :
a. La politique monétaire est efficace pour augmenter le revenu d'un pays
b. L'inflation n'est pas un phénomène monétaire
c. La vitesse de circulation de la monnaie n'est pas constante
d. L'inflation est uniquement causée par l'augmentation de l'offre de monnaie

2. Le PIB nominal :
a. Neutralise la variation des prix
b. Ne neutralise pas la variation des prix
c. Agrège des quantités de biens différents en les pondérant par leur prix
d. Représente la production de biens et services valorisée aux prix de l'année de base

3. Le multiplicateur monétaire :
a. Est égal à un divisé par le coefficient de réserves
b. Vient de Keynes
c. Est égal à un
d. Est égal au coefficient de réserves divisé par un

4. Quel motif ne fait pas partie de la demande de monnaie ?
a. Motif de transaction
b. Motif de richesse
c. Motif de précaution
d. Motif de spéculation

5. Quelle est la composante de la demande la plus importante dans le PIB?
a. La consommation
b. L'investissement
c. La balance commerciale
d. Les dépenses publiques

6. Le « cash » (billets et pièces) :
a. Représente la plus grande quantité de monnaie
b. Représente la plus petite quantité de monnaie
c. Représente la monnaie fiduciaire
d. N'est en fait pas de la monnaie

7. Donnez un exemple de monnaie :
a. La richesse
b. La banane
c. Le dollar
d. Le manioc

8. Qu'est-ce que la macroéconomie ?
a. La science des choix individuels en univers de rareté
b. L'étude de la monnaie
c. L'étude de l'économie dans son ensemble
d. L'étude du producteur et du consommateur

9. Qu'est-ce qui ne fait pas partie de la fonction de consommation standard ?
a. La consommation incompressible
b. La propension marginale à consommer
c. Les revenu permanent
d. Le revenu courant

10. Si on veut augmenter la monnaie fiduciaire dans l'économie :
a. La banque centrale vend au public des obligations qu'elle détient
b. La banque centrale achète des titres financiers auprès du public
c. La banque centrale vole la monnaie au public
d. La banque centrale a besoin d'un nouveau directeur

e

11. Si le revenu courant est inférieur au revenu permanent, alors :
a. Le revenu transitoire est constant
b. Le revenu transitoire est nul
c. Le revenu transitoire est positif
d. Le revenu transitoire est négatif

12. Selon l'hypothèse du cycle de vie de Modigliani :
a. Les pays « jeunes » ont tendance à plus épargner que les autres
b. Les pays « vieux » ont tendance à plus épargner que les autres
c. La consommation est connectée au revenu courant
d. Les pays « jeunes » et « vieux » ont tendance à moins épargner que les autres

13. D'après la loi psychologique fondamentale:
a. L'augmentation de la consommation est égale à l'augmentation du revenu
b. L'augmentation de la consommation est supérieure à l'augmentation du revenu
c. La consommation n'est pas importante
d. L'augmentation du revenu fait augmenter la consommation, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu

14. Qu'est-ce qui n'est pas un stock ?
a. Une dette publique
b. L'eau dans une baignoire
c. Le salaire
d. Le nombre de chômeurs

15. Qu'est-ce qui n'est pas un flux ?
a. La richesse d'une personne
b. Le déficit budgétaire
c. L'eau qui s'écoule d'un robinet toutes les minutes
d. Le salaire

16. Un flux est :
a. Une quantité mesurée par unité de temps
b. Une quantité mesurée à un instant donné
c. Une richesse
d. Une dette publique

17. Dans le calcul du PIB :
a. On ne prend en compte pas les consommations intermédiaires
b. On prend en compte les consommations intermédiaires
c. On prend en compte la pollution
d. On prend en compte le bien-être

18. Un stock est :
a. Une quantité mesurée par unité de temps
b. Une quantité mesurée à un instant donné
c. La pluie qui tombe toutes les secondes
d. Les marchandises produites tous les mois.

19. A quoi sert le multiplicateur monétaire?
a. Mesurer l'inflation
b. Mesurer la création de monnaie scripturale
c. Mesurer la monnaie fiduciaire
d. Mesurer la monnaie possédée par une personne

20. On calcule généralement le taux d'inflation par :
a. Le déflateur du PIB
b. Le multiplicateur keynésien
c. La théorie quantitative de la monnaie
d. L'indice des prix à la consommation

Centre Universitaire MAYOTTE

Matières : Comptes de l'entreprise (L1 AES).
Durée : 3 heures.
Enseignants : NSAME Mouyenga/Maal ABIA.
Matériels autorisés : Calculatrice et plan comptable.

EXAMEN FINAL « COMPTES DE L'ENTREPRISE ».

PREMIERE SESSION.

PREMIERE PARTIE :

- Répondre aux 40 questions du QCM (annexe 1 à rendre avec la copie) : 10 points.

DEUXIEME PARTIE : Comptabilisation des écritures courantes : 5points.

Travail à faire :

- Enregistrez au journal de la société MEDIACOM les factures de l'annexe2.Certaines de ces factures devront préalablement être traitées avant leur comptabilisation.

TROISIEME PARTIE : Travaux d'inventaire (Entreprise COLAS) : 5points

L'entreprise COLAS a acquis et mis en service un matériel industriel le 01/09/2013 d'une valeur de 30000 euros HT, sa durée de vie est de 5ans.

Travail à faire :

1. Etablir le tableau d'amortissement linéaire de ce matériel.
2. Enregistrez au journal l'écriture d'amortissement au 31/12/2013.
3. Présentez les extraits du BILAN et du compte de Résultat de l'entreprise COLAS au 31/12/2014.

ANNEXE1(A rendre avec la copie).

1. Le principe de la partie double consiste à écrire une somme

A au journal et au grand livre
B en débit et en contrepartie au crédit

2. La mission du commissaire aux comptes

A assurer la police financière
B tenir la comptabilité du client

3. La vente d'un ordinateur et de logiciels par un revendeur apparaîtra dans les comptes

A vente de produits finis
B vente de marchandises

4. Le solde débiteur de compte client

A représente une créance sur ce client
B signifie que nous devons de l'argent à ce client

5. Une vente s'enregistre à partir

A du bon de livraison signée par le client
B de la facture adressée au client

6. Une facture de vente constitue un produit et augmente le résultat de l'exercice

A vrai
B faux

7. Quelle est la proposition vraie ?

A les factures de vente sont conservées 10 ans
B la conservation est facultative

8. La vente en gros d'anoraks par un fabricant constitue

A une vente de produits finis
B une vente de marchandises

9. Préciser s'il s'agit d'une cession d'immobilisations

A une entreprise de transport vend un de ses camions
B un revendeur bureautique vend un photocopieur

10. Dans le journal des ventes, le comptable enregistre le 05/05 deux ventes comptant, la première pour 3000 €, la seconde pour 500 €. Le 06/06, il enregistre un avoir de 1500 €, puis une facture de vente à terme pour 1000 €.

A Le solde du compte vente est créditeur de 3000 €
B il est débiteur de 3000 €

11. Le comptable de l'entreprise lit sur son compte banque, un solde final au débit égal à 800. Il avait enregistré les écritures suivantes :

a) Encaissement d'une créance client pour 3200
b) Remboursement trimestriel de l'emprunt pour 800 dont 150 d'intérêts
c)Règlement d'un fournisseur pour 1000
d) Achat de matière première pour 3000 avec un acompte comptant de 20%
e)Prélèvement d'une facture EDF pour 400
Quel était le solde initial de ce compte ?

A Solde débiteur de 400
B Solde débiteur de 2 800

12. Le comptable enregistrera le remboursement d'une annuité de prêt

A En charges exclusivement
B Au bilan et au Compte de résultat

13. L'an passé, cette entreprise a très mal vendu un produit fabriqué par son usine. Son stock était valorisé à 600. Cette année la production a été de 1800 et les stocks finaux sont de 400. Quelle est la valeur des ventes de l'année ?

A 2000
B 2600

14. un véhicule est acheté 17 000 € le 01/01/ N et est amorti sur 4 ans en dégressif

A Cette immobilisation aura une dotation fixe pendant 4 années
B Cette immobilisation aura la même durée d'amortissement qu'en mode linéaire

15. Comment définir le Compte de résultat ?

A Il traduit l'activité de l'entreprise sur une période donnée
B C'est une photographie du patrimoine de l'entreprise à un moment donné

16. Une reprise sur amortissement est

A Une charge
B Un produit

17. Une entreprise a réalisé un exercice en perte ; malgré cela, elle souhaite distribuer des dividendes

A Non, elle ne peut pas le faire puisqu'elle est en perte
B Oui elle peut le faire si elle possède des réserves suffisantes

18. En fin d'exercice, les actionnaires vont voter l'affectation du résultat bénéficiaire (après participation et impôts). Le conseil d'administration peut

A Proposer le paiement de dividendes
B Proposer de mettre le résultat en banque

19. Comment définir le bilan d'une entreprise ?

A Il permet de connaître le détail de l'activité de l'entreprise
B Il permet de connaître l'état des créances de l'entreprise sur les tiers

20 l'actif

A l'actif du bilan représente les biens que possède l'entreprise
B l'actif du bilan représente les dettes de l'entreprise

21 le passif

A le passif du bilan représente les créances de l'entreprise sur les tiers
B le passif de bilan représente les ressources de l'entreprise

22 l'actif

A un compte d'actif augmente à son débit
B un compte d'actif augmente à son crédit

23 le passif

A un compte le passif augmente à son débit
B un compte de passif augmente son crédit

24 Les achats portés sur les états financiers sont toujours exclusivement ceux décaissés dans un même exercice

A Proposition vraie
B Proposition fausse

91

25 J'achète une marchandise 1000 EUR hors taxe avec une TVA à 19,6 %

A je débite un compte achat d'immobilisation de la classe 2 pour un montant de 1000 €
B je crédite un compte d'achat d'exploitation de la classe 6 pour un montant de 1196 €

26 Dans une opération d'achat a crédit

A je crédite le compte de banque
B je crédite un compte fournisseur

27 Si le comptable note que l'entreprise a de l'argent en banque, le résultat sera bénéficiaire

A Cette proposition est toujours vraie
B Cette proposition est parfois fausse

28 En France les immobilisations sont comptabilisées en valeur de marché

A Vrai
B Faux

29 Les réserves correspondent aux fonds laissés dans l'entreprise

A Par les actionnaires
B Par les banquiers

30 Un achat payé comptant peut être comptabilisé, suivant sa nature, en immobilisation ou en achat

A Proposition vraie
B Proposition fausse

31 L'encaissement par l'entreprise d'un prêt accordé par le banquier a un impact au crédit du compte banque de cette entreprise

A Proposition vraie
B Proposition fausse

32 Le comptable de l'entreprise enregistre un achat pour 18 000 payable en totalité à 60 jours

A Il débite le compte achats pour 18 000
B Il ne fait rien car l'achat n'est pas encore payé

33 Les comptes de tiers sont positionnés

A Au Bilan
B Au compte de Résultat

34 L'affectation du bénéfice proposée par le conseil d'administration peut se traduire par

A Une augmentation du capital en numéraire
B Un mouvement sur le report à nouveau

35 Les stocks de produits finis doivent être valorisés

A Au prix de vente
B Au prix de revient

92

36 Les stocks d'encours de production apparaissent

A Au bilan
B Au compte de résultat

37 Le résultat courant

A Est égal au résultat d'exploitation
B Est égal à la somme du résultat d'exploitation et du résultat financier

38 L'assiette fiscale correspond au résultat comptable avant participation et impôts

A Vrai
B Faux

39 Le résultat net figure

A Au bilan à l'actif
B Au compte de résultat

40 Une charge à payer est enregistrée

A Au bilan
B Au compte de résultat

93

ANNEXE2

La société **MÉDIACOM** est spécialisée dans la distribution de téléviseurs LCD. Ses clients sont principalement des grandes surfaces.

Pour le mois de septembre 2008, elle a réalisé les ventes suivantes :

Médiacom
20 rue Jean Jaurès
69000 Lyon

DOIT **Numérique Plus**
ZAC des Coquibus
33000 Bordeaux

Facture : F0908
Date : 08/09/2008

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité	Montant HT
LCD02	LCD 82 - Samsung	660,00	30	13 200,00
			TOTAL HT	13 200,00
			TVA (19,60 %)	2 587,20
			TOTAL TTC	**15 787,20**

Échéance : 08/10/2008 - Règlement : chèque bancaire

DOIT **Hypertique**
14 avenue de la Libération
91000 Évry

Facture : F0913
Date : 13/09/2008

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité	Montant HT
LCD01	LCD 82 - Sony	720,00	30	21 600,00
LCD08	LCD 104 - Panasonic	1 190,00	10	11 900,00
LCD05	LCD 66 - Sharp	650,00	20	13 000,00
			TOTAL HT	46 500,00
			Remise 5 %	2 325,00
			Net hors taxes	44 175,00
			TVA (19,60 %)	8 658,30
			TOTAL TTC	**52 833,30**

Échéance : 28/10/2008 - Règlement : virement bancaire

Médiacom
20 rue Jean Jaurès
69000 Lyon

DOIT **Rondanet**
25 rue des Tilleuls
75010 Paris

Facture : F0923
Date : 23/09/2008

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité	Montant HT
LCD01	LCD 82 - Sony	720,00	10	7 200,00
			TOTAL HT	7 200,00
			Escompte 1 %	72,00
			Net hors taxes	7 128,00
			TVA (19,60 %)	1 397,09
			TOTAL TTC	**8 525,09**

Échéance : 02/10/2008 - Règlement : chèque bancaire

94

ANNEXE2

Le 24/09/2008, nous facturons la livraison effectuée le 21/09/2008 auprès du client Numérique Plus. Le bon de livraison est le suivant :

Médiacom
20 rue Jean Jaurès
69000 Lyon

Numérique Plus
ZAC des Coquibus
33000 Bordeaux

Bon de livraison : B25698
Date : 21/09/2008

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité
LCD01	LCD 82 - Sony	720,00	10
LCD02	LCD 82 - Samsung	660,00	5

Accorder au client une remise de 2 % et un escompte de 1 %
Échéance : 08/10/2008 - Règlement : chèque bancaire

- À l'aide du modèle ci-dessous réalisez la facture correspondant au bon de livraison et enregistrez cette facture.

Médiacom
20 rue Jean Jaurès
69000 Lyon

DOIT

Facture : F0924
Date :

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité	Montant HT
			TOTAL HT	

Échéance : 08/10/2008 - Règlement : chèque bancaire

Le 28/09/2008, le client Hypertique nous retourne 5 LCD01 et 3 LCD08.

- Réalisez la facture d'avoir correspondante, en complétant le modèle ci dessous.

Avoir

Facture : AV0928
Date : 28/09/2008

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité	Montant HT
LCD01 LCD08	LCD 82 - Sony LCD 104 - Panasonic			
			Net à votre crédit	

95

Matériel étudiant

Les notations sont celles du cours et la calculatrice est autorisée.

Les questions 1 à 7 sont relatives au document fourni en Annexe :*Indice des prix à la consommation des ménages - FLASH INSEE Mayotte de Mars 2017.*

Vous devez cocher la réponse exacte sans justification. Une bonne réponse rapporte **1 point**. Une mauvaise réponse enlève **0,5 point**. L'absence de réponse ne rapporte ni n'enlève aucun point.Si le total des points est négatif, la note globale est **0**.

Questions	Réponses
1. En Février 2017, la hausse des prix à Mayotte a été supérieure à celle constatée en France	☐ vrai ☐ faux ☐ L'étude ne permet de de le dire.
2. Sur un an, c'est à dire de février 2016 à février 2017, la catégorie de produits ayant subit la plus forte hausse de prix à Mayotte est celle:	☐ des produits frais ☐ de l'énergie ☐ des boissons non alcoolisées.
3. A Mayotte entre février 2006 et février 2013, le prix de l'énergie a:	☐ presque augmenté de 10% ☐ presque diminué de 10% ☐ L'étude ne permet de le dire.
4. Le graphique 2 "*Évolution en glissement annuel de l'indice des prix*" de l'annexe montre qu'en février 2017, l'indice des prix de Mayotte est inférieur à l'indice des prix de l'ensemble de la France. Cela signifie que:	☐ La vie est *moins chère* à Mayotte que sur l'ensemble du territoire français ☐ La vie est *plus chère* à Mayotte que sur l'ensemble du territoire français ☐ Le graphique 2 ne permet pas de répondre aux deux affirmations précédentes.
5. Sur un an, c'est à dire de février 2016 à février 2017,les prix à Mayotte ont moins augmenté que sur les reste du territoire français	☐ vrai ☐ faux ☐ L'étude ne permet de le dire.
6. Concernant l'énergie, le graphique 1 permet d'estimer $I^{Energie}_{2013/2006} = 110$ et $I^{Energie}_{2015/2006} = 100$ la valeur de $I^{Energie}_{2013/2015}$ peut être estimée à :	☐ 91 ☐ 100 ☐ 110 ☐ Il manque des données pour répondre
7. Concernant les produits manufacturés, le graphique 1 permet d'estimer $I^{Manuf}_{2013/2006} = 100$ et $I^{Manuf}_{2017/2006} = 90$ la valeur de $I^{Manuf}_{2017/2013}$ peut être estimée à :	☐ 81 ☐ 90 ☐ 100 ☐ Il manque des données pour répondre

86

Le directeur commercial d'une chaine de magasins informatiques cherche à apprécier l'évolution de ses ventes annuelles de clés USB. Pour limiter les calculs, on ne retiendra ici que trois modèles de clés USB. Les prix sont ici en €et les quantités en milliers d'unités.

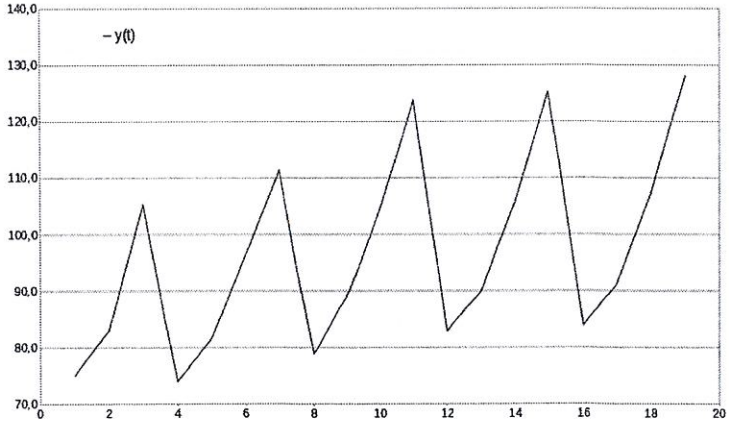
Ces données concernent les questions 8 à 11.

	2005		2015	
	Prix	Qte	Prix	Qte
Modèle 1	25	146	45	210
Modèle 2	20	220	42.5	180
Modèle 3	50	39	79	100

Questions	Réponses
8. L'indice des volumes en 2015 base 100 en 2005 (indice de valeur globale) .	☐ 390 ☐ 250 ☐ 140
9. L'indice de Laspeyres **des prix** en 2015 (base 100 en 2005).	☐ 138.5 ☐ 190 ☐ 131.57
10. L'indice de Laspeyres **des quantités** en 2015 (base 100 en 2005).	☐ 131.57 ☐ 138.5 ☐ 190
11. La variation de son chiffre d'affaires est principalement du à la variation des quantités vendues	☐ Vrai ☐ Faux ☐ On ne sait pas

Dans la suite les notations sont celles utilisées dans le cours. En particulier $MM_4(t)$ désigne la série des moyennes mobiles de longueur 4, $MM_{12}(t)$ celle de longueur 12....etc...

$y(t)$	$MM_4(t)$	$y(t)/MM_4(t)$
75,0		
83,1		
105,4	85,2	1,237
74,0	87,7	0,844
81,7	90,2	0,906
96,5	91,5	1,055
111,4	93,0	**B**
78,9	94,9	0,831
88,9	97,5	0,912
104,4	**A**	1,049
123,8	100,1	1,236
82,9	100,4	0,825
90,0	100,8	0,893
105,7	101,1	1,045
125,3	101,4	1,236
83,9	101,7	0,825
91,1	102,2	0,892
107,0	102,8	1,041



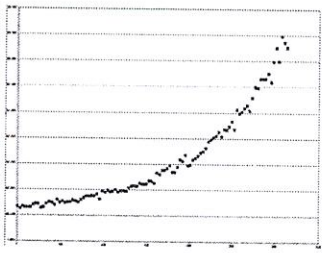
Le tableau ci-dessus et la courbe associée concernent les questions 12 à 15. La valeur $y(t)$ représente l'évolution trimestrielle du chiffre d'affaires d'une entreprise

Questions	Réponses
12. Le graphique et le tableau associé suggèrent des variations saisonnières que l'on pourrait expliquer et corriger avec:	☐ un modèle additif ☐ un modèle linéaire ☐ un modèle multiplicatif
13. La lettre A dans le tableau représente:	☐ 97.9 ☐ 98.5 ☐ 99,5
14. La lettre B dans le tableau représente:	☐ 1.221 ☐ 1.198 ☐ 0.856
15. A l'aide d'un tableur, l'équation de la droite de régression linéaire de la série $y(t)$ a été évaluée. Cette équation est :	☐ $y(t) = 1.16x + 84$ ☐ $y(t) = 1.16x - 84$ ☐ $y(t) = -1.16x + 84$

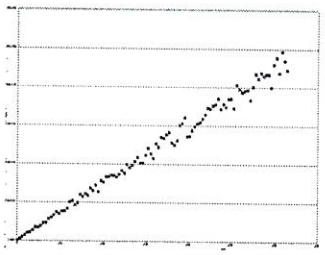
La question suivante est INDEPENDANTE

16. Un nuage de points (**qui n'est pas représenté ici**) a été modélisé par différentes courbes de régression. Parmi les 3 équations proposées laquelle vous semble la mieux adaptée: :	☐ $y(t) = 3.56t + 56$ et $R^2 = 0.869$ ☐ $y(t) = 0.5e^{0.01t}$ et $R^2 = 0.756$ ☐ $y(t) = 0.3ln(t) + 2.3$ et $R^2 = 0.701$

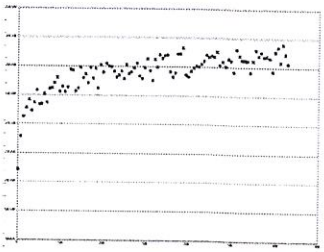
A)



B)



C)



Questions	Réponses
17. En référence aux trois figures ci-dessous, une régression logarithmique représentera au mieux :	☐ Le nuage A) ☐ Le nuage B) ☐ Le nuage C)

98

Table 1: Série 2

				Régression linéaire		Coefficient			
Année	Trim.	t	Y(t)	at+b	Ecart reg	Saisonnier	CVS		$MM_4(t)$
2010	1	1	127	125,680	1,3202	**5,972**	131,65	-4,6	5
	2	2	127	126,018	0,9817	**3,776**	129,79	-2,79	
	3	3	108	126,357	-18,3569	**-18,419**	107,94	0,06	124,75
	4	4	134	126,695	7,3046	**8,671**	**A**	-1,37	125,88
2011	1	5	133	127,034	5,9661	5,972	133,01	-0,01	126,13
	2	6	130	127,372	2,6275	3,776	131,15	-1,15	125,75
	3	7	107	127,711	-20,7110	-18,419	109,29	-2,29	125,50
	4	8	132	128,050	3,9505	8,671	136,72	-4,72	126,00
2012	1	9	133	128,388	4,6119	5,972	134,36	-1,36	126,88
	2	10	134	128,727	5,2734	3,776	132,50	1,50	128,25
	3	11	110	129,065	-19,0651	-18,419	110,65	-0,65	129,88
	4	12	140	129,404	10,5963	8,671	138,07	1,93	130,75
2013	1	13	138	129,742	8,2578	5,972	135,71	2,29	132,00
	2	14	136	130,081	5,9193	3,776	133,86	2,14	133,75
	3	15	118	130,419	-12,4193	-18,419	112,00	6,00	135,38
	4	16	146	130,758	15,2422	8,671	139,43	6,57	136,50
2014	1	17	145	131,096	13,9037	5,972	137,07	7,93	136,38
	2	18	138	131,435	6,5651	3,776	135,21	2,79	135,38
	3	19	115	131,773	-16,7734	-18,419	113,35	1,65	133,75
	4	20	141	132,112	8,8881	8,671	140,78	0,22	132,50
2015	1	21	137	132,450	4,5495	5,972	138,42	-1,42	132,25
	2	22	136	132,789	3,2110	3,776	136,57	-0,57	132,50
	3	23	115	133,128	-18,1275	-18,419	114,71	0,29	132,75
	4	24	143	133,466	9,5339	8,671	142,14	0,86	132,75
2016	1	25	137	133,805	3,1954	5,972	139,78	-2,78	132,25
	2	26	136	134,143	1,8569	3,776	137,92	-1,92	131,38
	3	27	111	134,482	-23,4817	-18,419	116,06	-5,06	
	4	28	140	134,820	5,1798	8,671	143,49	-3,49	

Le tableau ci-dessous représente les données trimestrielles de la production en tonnes d'une usine de ciment. Les notations sont celles du cours.

Questions	**Réponses**
18. La droite de régression linéaire modélisant la série a pour équation :	☐ $1.302t + 125.68$ ☐ $0.339t + 125.34$ ☐ $t + 125.68$
19. Le modèle utilisé pour corriger les variation saisonnière de la série est un modèle additif. La **lettre A** dans le tableau représente le nombre:	☐ 126.695 ☐ 134 ☐ 135.37
20. Avec ce modèle, une estimation de la production du 1^{er} trimestre 2017 est:	☐ 141.14 ☐ 135.17 ☐ 145.97

99

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE
Année universitaire 2016/2017
Semestre 4 – 1ère Session

2e Année Licence d'AES

DROIT DES CONTRATS ET DE LA RESPONSABILITÉ

Cours de Madame le Professeur Laetitia TRANCHANT

* * *

Examen

Durée de l'épreuve : 2h

TRAVAIL À EFFECTUER : Vous traiterez les 3 questions suivantes.

100

1/ Quelles sont les conditions de validité d'un contrat ?

2/ Que savez-vous de la responsabilité ?

3/À quoi sert une mise en demeure ?

Aucun document n'est autorisé.
Bonne chance !!!

101

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 2 AES

EXAMEN D'ECONOMIE INTERNATIONALE

Année universitaire 2016/2017 – Semestre 2 – 1ère session

Cours de M. ABIA

Durée de l'épreuve : 1h30
Document autorisé : aucun.

Traitez les questions suivantes :

1. Présentez la balance des paiements et ses composantes (4 points).
2. A quoi correspond un compte des transactions courantes déficitaires ou excédentaires ? (6 points).
3. Après le rappel du modèle HOS, définissez les concepts théoriques suivants : « **La dotation factorielle d'une nation** », « **l'intensité factorielle** » (3 points).
4. Enumérez les principes du GATT et de l'OMC puis précisez **le principe de la clause de la nation la plus favorisée (3 points).**
5. Définissez ce qu'un **régime de changes fixes** et ce qu'un **régime de changes flottants ?** En déduire les expressions « **flottement pur** » et **flottement impur** » (4 points).

102

Centre Universitaire
MAYOTTE

SUJET D'EXAMEN

Sociologie

L2 AES avril 2017

CUFR DE DEMBENI

Vous traiterez au choix quatre des cinq questions proposées ci-dessous.

Première question : « « La société démocratique se caractérise par la fluidité de sa structure sociale : « lorsque les conditions sont presqu'égales, les hommes changent sans cesse de place. » (Tocqueville)
« Une démocratie vivante se doit d'assurer l'égalité des chances des citoyens »
La pensée de Tocqueville et son analyse sur les classes sociales, vous semblent -t- elles encore d'actualité ?

Deuxième question : Vous distinguerez les différentes méthodologies sociologiques. Vous rappellerez en particulier ensuite en les énonçant de façon détaillée, les règles de la méthode sociologique posées par Durkheim.

Troisième question : Etablissez un état comparatif des thèses de Bourdieu et de Boudon s'agissant du déterminisme social.

Quatrième question : A la lumière de vos connaissances et du texte figurant en annexe, Définissez et expliquez ce qu'est l'ethnométhodologie et dites en quoi cette optique peut être utile à la conduite d'enquête dans le « voyage de classe ».

Cinquième question : A partir de l'exemple de l'unité de production de la SEITA étudiée par Crozier vous montrerez comment les liens de pouvoir peuvent s'établir dans une organisation selon l'auteur et plus globalement dans la société tout entière.

Annexe.

La « secte » ethnométhodologique

Les réactions de la communauté des sociologues ont pourtant été extrêmement vives face au projet d'H. Garfinkel. Ce n'est que depuis récemment que ce dernier a été reconnu comme s'inscrivant pleinement dans le projet de la discipline. En 1975, dans un discours resté fameux[7], le président de l'American Sociological Association, Lewis Coser, avait qualifié le courant ethnométhodologique de « secte » du fait de l'ésotérisme de son langage, de son autoréférentialité (les ethnométhodologues ne discutent qu'entre eux) et des nombreuses scissions qui s'y produisaient.

Sur le fond, L. Coser reprochait à l'ethnométhodologie son aspect programmatique, son refus de la théorie, son ignorance des facteurs institutionnels en général et de la centralité du pouvoir dans les interactions en particulier ainsi que, derrière les interminables digressions méthodologiques et autoanalyses du chercheur, la trivialité des résultats obtenus. En France, dans un silence assez complet, on s'en est longtemps tenu à l'avis de Pierre Bourdieu, qui réduisait l'ethnométhodologie à un « compte-rendu des comptes-rendus[8] », autrement dit à une démarche subjectiviste qui se contenterait de rapporter les « représentations du monde » formulées par les individus. À la lecture des *Recherches*, on s'aperçoit cependant que la plupart de ces reproches sont assez peu fondés. L'ethnométhodologie ne réhabilite pas plus le point de vue des acteurs qu'elle ne nie qu'il existe des institutions, de la domination, du pouvoir, de l'histoire… Simplement, sans nier à quiconque le droit de s'intéresser à ces dimensions de la vie sociale, elle les met de côté en tant que facteurs explicatifs, pour s'intéresser à la manière dont elles se traduisent en pratiques. L'ethnométhodologie revendique le droit de limiter l'analyse de la société à la manière dont elle s'accomplit en situation, sans préjuger de ce qui s'y joue. Dans quelle mesure ce pari est-il tenable? Plus de quarante ans après la parution des *Studies in Ethnomethodology*, il serait temps que la discussion commence.

7- L. Coser, « Presidential address : Two methods in search of a substance », *American Sociological Review*, vol. XL, n° 6, décembre 1975.
8- P. Bourdieu, *Choses dites*, Minuit, 1987.

Année universitaire : 2016/2017
Matière : Contrôle de gestion (L2 AES).
Durée : 3 heures.
Enseignants : NSAME Mouyenga.
Matériels autorisés : Calculatrice.

Examen final de « Contrôle de gestion L2 AES».

PREMIERE SESSION.

PREMIERE PARTIE : Budget de trésorerie : 12 points.

L'entreprise STORAGE a été créée en mai 2003, par Monsieur SOUDRIE. Cette société est spécialisée dans la fabrication des clefs USB.

A partir de janvier 2008, STORAGE souhaiterait se spécialiser dans la fabrication et la distribution de clefs USB/MP3.

Monsieur SOUDRIE vus demande de réaliser pour les 6 prochains mois, le budget de trésorerie de son entreprise à partir des annexes 1 à 6.

DEUXIEME PARTIE : Gestion économique des stocks (société BENEVAC) : 8 points.

Depuis quelques années, les politiques de recyclage systématique des déchets ont entraîné un accroissement de l'activité de la société BENÉVAC. De ce fait, la capacité de la cuve servant à stocker le gazole utilisé comme carburant par la flotte de camions semble insuffisante. M. RAVI vous charge de mener une étude portant sur le coût de gestion du stock de gazole et sur un projet d'acquisition d'une cuve de plus grande capacité.

Travail à faire

À l'aide de l'**annexe 7 :**

1. Dans le système actuel d'approvisionnement :
   a) déterminer le nombre annuel de commandes ;
   b) calculer le coût annuel de gestion des stocks actuel ;
   c) analyser les résultats obtenus. Conclure.

2. Calculer sans tenir compte de la capacité actuelle de stockage :
   a) le nombre optimal de commandes et le lot économique qui permettent de minimiser le coût de gestion du stock. ;
   b) le coût optimal de gestion des approvisionnements.

3. Déterminer si la capacité actuelle de stockage est compatible avec le programme optimum obtenu précédemment. Justifier.

4. Indiquer, en justifiant votre réponse par une argumentation chiffrée, s'il paraît opportun d'investir dans la nouvelle cuve.

105

Prévisions de ventes et d'achats

Annexe 1

	Janvier-08	Février-08	Mars-08	Avril-08	Mai-08	Juin-08
Quantités vendues	50 000	50 000	50 000	57 500	57 500	57 500
Prix de vente unitaire HT	18,00 €			16,20 €		

- Pour la fabrication des clés USB/MP3, il faut utiliser une matière première dont le prix d'achat au kilogramme est de 400,00 € HT.
- La fabrication d'une clé USB/MP3 nécessite l'utilisation de 15 grammes de cette matière première.
- Monsieur Soudrie ne désire pas constituer de stocks.

Monsieur Soudrie a pu négocier avec ses clients de nouvelles conditions de règlements. Une baisse de 4 % du prix de vente permettrait d'obtenir le règlement comptant de 90 % des créances clients. Les 10 % restant seront encaissés à 30 jours.

Investissements et financement nécessaires

Annexe 2

- Pour la fabrication de cette clé USB/MP3, il sera nécessaire de réaliser deux investissements :
  - au 01/01/2008, il faudra acquérir une nouvelle unité de production d'une valeur de 1 000 000,00 € HT,
  - au 01/04/2008, il faudra acheter une nouvelle station de travail pour une valeur de 50 000,00 € HT.
- Monsieur Soudrie, désire financer par emprunt une partie de l'unité de production. Il a obtenu de sa banque la proposition suivante :
  - montant emprunté : 600 000,00 €,
  - taux mensuel : 0,45 %,
  - nombre de mensualités : 12 (1 an).

Mois	Capital dû	Mensualité	Intérêts	Capital remboursé
janv-08	600 000,00	51 474,54	2 700,00	48 774,54
févr-08	551 225,46	51 474,54	2 480,51	48 994,02
mars-08	502 231,44	51 474,54	2 260,04	49 214,50
avr-08	453 016,94	51 474,54	2 038,58	49 435,96
mai-08	403 580,98	51 474,54	1 816,11	49 658,42
juin-08	353 922,56	51 474,54	1 592,65	49 881,89
juil-08	304 040,67	51 474,54	1 368,18	50 106,35
août-08	253 934,32	51 474,54	1 142,70	50 331,83
sept-08	203 602,48	51 474,54	916,21	50 558,33
oct-08	153 044,16	51 474,54	688,70	50 785,84
nov-08	102 258,32	51 474,54	460,16	51 014,38
déc-08	51 243,94	51 474,54	230,60	51 243,94

Prévisions des autres charges

Annexe 3

- Les salaires mensuels sont évalués à 280 000 € (de janvier à mars).

  Ils seront de 300 000 € à partir du mois d'avril 2008.
- Les cotisations sociales sont de 40 % des salaires mensuels.
- Les autres charges de l'entreprise sont estimées à 80 000 € HT par mois.

106

Annexe A (à rendre avec la copie)

LES BUDGETS

Budget de T.V.A.

TVA Collectée sur :							
TVA Déductible sur :							
TVA à Décaisser							
ou Crédit de T.V.A.							
Mois de Paiement							

Budget des Décaissements

TOTAL							

Budget des Encaissements

TOTAL							

Budget de Trésorerie

Trésorerie Initiale						
Encaissements						
Total						
Décaissements						
Trésorerie Finale						

Annexe 7 : Renseignements relatifs à la gestion du stock de gazole

Les besoins annuels sont estimés à 288 000 litres de gazole à 1,20 € le litre.

Chaque livraison entraîne un coût de 60 € quelle que soit la quantité livrée.

Le taux de possession s'élève à 5 % de la valeur du stock moyen de gazole.

La capacité de la cuve actuellement utilisée est de 9 000 litres : elle correspond actuellement au volume de chaque commande.

Il serait possible d'accroître la capacité de stockage qui passerait de 9 000 litres à 25 000 litres moyennant un coût annuel supplémentaire de 1 200 €.

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 2 AES

EXAMEN DE THEORIES DES ORGANISATIONS

Année universitaire 2016/2017 – Semestre 2 – 1ère session

Cours de M. ABIA

Durée de l'épreuve : 2 heures.

Documents autorisés : aucun.

Sujet :

Dans un développement structuré, en mobilisant vos connaissances et en vous appuyant sur vos cours, vous *expliquerez comment, selon le type d'environnement, les managers prennent-ils des décisions pour atteindre leurs objectifs ?*

NB : les modèles de rationalité globale de la théorie classique, de rationalité limitée de Herbert Simon, et le modèle politique de Linblom sont à explorer, sans négliger la prise en compte de l'environnement et des intérêts des acteurs dans la construction de votre réponse.

110

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 2 EN AES

PROBLEMES ECONOMIQUES CONTEMPORAINS

1ère session – Année universitaire 2016-2017

Cours de M. Victor BIANCHINI

Durée de l'épreuve : 2 heures
Aucun document n'est autorisé
La calculatrice n'est pas autorisée

Vous traiterez, de manière synthétique, claire et argumentée, le sujet suivant :

Croissance et inégalités

111

CENTRE UNIVERSITAIRE de FORMATION et de RECHERCHE de MAYOTTE

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2016/2017

CONTROLE TERMINAL (session 1) DU 2e SEMESTRE

LICENCE AES 3e ANNÉE

POLITIQUES PUBLIQUES

COURS DE M. Nicolas LEROY

Durée : 1h30
Aucun document autorisé

Répondez à questions suivantes (20 lignes maximum par réponse) :

1. Le socialisme (7 pts)

2. La crise de 1929 (7 pts)

3. Le plan Marshall et ses conséquences politiques et économiques (6 pts)

Il est interdit de diffuser ce document, de le reproduire ou d'en citer des extraits sans l'autorisation écrite de son auteur.

112

Année universitaire : 2016/2017
Matière : Fiscalité (L3AES).
Durée : 3 heures.
Enseignant : NSAME Mouyenga.
Matériel autorisé: Calculatrice.

Examen final de « Fiscalité L3 AES».

PREMIERE SESSION.

PREMIERE PARTIE : Questions de cours : 6 points.

1. Expliquez les différents régimes d'imposition des résultats.
2. Comparez la manière de calculer l'impôt dans le cas des sociétés de capitaux et des sociétés de personnes.
3. Expliquer le traitement fiscal des plus ou moins value sur cession des immobilisations.
4. A quoi correspondent les réintégrations et les déductions dans le cas de la détermination du résultat fiscal ?
5. Expliquez le régime de TVA du réel simplifié, le paiement des acomptes ainsi que la régularisation de la tva en fin d'année.
6. Présentez dans le cadre de l'imposition des personnes physiques, les principales étapes qui conduisent à la détermination de l'impôt net.

DEUXIEME PARTIE : TVA (Entreprise SALLES) : 7points

A partir de l'annexe1 :

Travail à faire :

1. Calculer sous la forme d'un tableau, la TVA à payer du mois de décembre.
2. Quelles sont les particularités de la TVA sur les livraisons à soi même et les acquisitions intracommunautaires ?
3. A quelle date la TVA de janvier sera-t-elle exigible ?

TROISIEME PARTIE : Gestion du déficit fiscal : 7 points.

Travail à faire :

A partir de l'annexe2

1. Répondre aux questions 1 à 5.
2. La SA FANIEUX aurait-elle pu gérer son déficit autrement ? Justifiez votre réponse.

113

L'entreprise **SALLES** soumise au régime du réel normal vous soumet les éléments suivants pour la déclaration de TVA du mois de décembre :

ANNEXE 1 *OPÉRATIONS DU MOIS DE DÉCEMBRE*

- Ventes en France de marchandises soumises au taux normal :	93 651
- Ventes en France de marchandises soumises au taux réduit :	16 547
- Ventes à l'exportation hors UE de marchandises soumises au taux normal :	12 358
Mise en service d'une machine-outil fabriquée par l'entreprise dont le coût de production est :	21 639
- Achats en France de marchandises soumis au taux normal :	61 325
- Achats en France de marchandises soumis au taux réduit :	9 654
- Achats en France de services soumis au taux normal :	15 874
- Achats en Italie de marchandises soumis au taux normal :	8 003

Remarque : Les fournisseurs de services ont tous opté pour le régime des débits.

Tous les montants sont indiqués pour la valeur HT des opérations.

Tous les partenaires ont fourni leur numéro d'identification intracommunautaire à la TVA.

NB : Taux normal=20% ; Taux réduit = 5%.

Annexe2

La SA Fanieux a réalisé des résultats fiscaux fluctuants au cours des dernières années :

N – 4	N – 3	N – 2	N – 1	N
14 698 €	74 559 €	22 258 €	– 117 552 €	36 037 €

Elle a décidé de reporter en arrière, dans la mesure du possible, son déficit de N – 1.

1. Le déficit de l'année N – 1 a-t-il pu être imputé en totalité sur les résultats des trois années précédentes ? Si non, comment le surplus a-t-il été utilisé ?
2. Quel est le montant de la créance que la SA Fanieux a dégagé ?
3. Au cours de l'année N, la SA Fanieux a-t-elle dû payer un ou des acomptes d'IS ? Pour quel(s) montant(s) ?
4. Quel montant global d'IS la SA Fanieux doit-elle payer sur le résultat N ?
5. Quel montant de créance restera-t-il à imputer après N ? Quelle utilisation la société pourra-t-elle faire de ce montant?

114

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2016-2017
L3 AES – Semestre 6

Droit du travail
EXAMEN TERMINAL – Première session

Documents autorisés :
Aucun document n'est autorisé.

Durée de l'épreuve : 1h30.

Répondez successivement aux questions suivantes :

1. Conditions et effets de la période d'essai (**8 points**)
2. Le harcèlement moral au travail (**6 points**)
3. Qu'est-ce que le délai de carence en cas de maladie professionnelle ou non-professionnelle ? (**2 points**)
4. Les critères retenus par l'employeur en cas de licenciement économique (**4 points**)

115

Centre Universitaire
MAYOTTE

Licence 3 AES

Systèmes d'Information en Entreprise

Cours de Mamadou DIOP

Année universitaire 2016-2017

2nd semestre

1ère session

Durée : 2h30

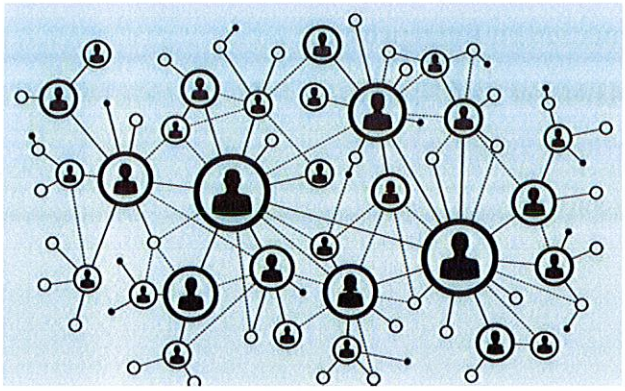
Les trois documents joints

Vous traiterez la question suivante :

Vous venez d'être embauché(e) par le Conseil Départemental de Mayotte comme Chargé(e) de Mission Numérique. Il vous est demandé, en vous appuyant sur les trois documents joints et sur vos connaissances personnelles, de réaliser une synthèse, sur les enjeux du Big Data, en destination des élus de la collectivité.

Doc 1 : Le « big data », levier de croissance pour les banques

SOURCE : LES ECHOS



L'exploitation de leurs données permet aux banques d'affiner leur connaissance du client.

•Le « big data » offre ainsi des leviers d'action pour fidéliser la clientèle.

Le régime minceur que s'infligent les banques françaises depuis plusieurs années ne suffit plus pour absorber tout à la fois leurs nouvelles charges prudentielles et la pression qu'exerce sur leur activité la conjoncture morose. Dans ce contexte moins-disant, le « big data " devient stratégique pour les acteurs du secteur car il leur permet d'optimiser leurs revenus. La lutte contre la fraude est l'utilisation du « big data » la plus connue mais, plus globalement, *« l'exploitation des masses de données dont disposent les banques peut leur permettre d'apprécier plus finement le comportement de leurs clients à travers leur consommation bancaire et d'adapter leur offre au plus près de leurs attentes »*, explique Daniel Pion, associé chez Deloitte. Une promesse d'autant plus séduisante que *« le client moyen n'existe pas »*, poursuit Patrick Zerbib, associé chez Deloitte. Contrairement aux outils traditionnels d'intelligence économique qui produisent des tableaux de bord, le « big data » ne fait pas de moyenne, il répond à des questions précises. *« Il apporte ainsi aux banques des leviers d'action immédiats qui leur permettent de renforcer la satisfaction de leurs clients, quel que soit leur profil "*, conclut Patrick Zerbib.

20 à 30 % de revenus en plus

Dans un marché très mature, les banques ont notamment à cœur de ne pas laisser des clients partir à la concurrence. Le « Big data " permet, grâce à l'élaboration d'algorithmes intégrant différentes données micro et macroéconomiques (transactions bancaires, code postal, taux de chômage...), d'identifier des groupes de clients aux caractéristiques différentes mais partageant le même comportement. Exemple : une sensibilité forte aux frais bancaires. En « coloriant " ainsi sa base clients, la banque se dote d'un outil plus prédictif lui permettant de mettre en place des actions ciblées afin de neutraliser les causes d'insatisfaction.

En poussant un peu plus loin la logique, ce travail peut transformer la clientèle en un canal d'acquisition à part entière. Une fois identifiées les différentes familles de clients (détracteurs, neutres, promoteurs), leurs sources d'insatisfaction et leurs attentes, la banque peut en effet renforcer mécaniquement sa base d'aficionados. Or *« faire passer un client du statut de détracteur à celui de promoteur permet potentiellement d'augmenter de 20 à 30 % les revenus liés à ce client »*, souligne Daniel Pion, associé chez Deloitte.

Un dernier domaine d'application est plus novateur mais non moins prometteur : les incidents de parcours. Le « big data » permet en effet d'identifier les signes avant-coureurs de difficultés afin d'accompagner le client durant une période temporaire de difficultés, tel un divorce ou un décès. Crise des subprimes oblige, les banques américaines ont montré que la fidélité de la clientèle concernée en était durablement renforcée.

118

Doc 2 : Big Data : quel impact pour votre entreprise ?

(Source : economie.gouv.fr) 20/06/2016



Illustration ©Fotolia.com

Loin d'être un simple effet de mode, l'analyse des Big Data (« données de masse ») permet de prévenir des catastrophes, de traiter des pathologies ou encore de créer de nouvelles technologies. Et comme pour chaque entreprise, elle permet aussi d'organiser les services pour les rationnaliser et les rendre toujours plus efficaces et compétitifs. Pour comprendre ces changements et anticiper les actions à mener, une vaste enquête est lancée auprès des entreprises.

Le Big Data, c'est quoi ?

Le Big Data correspond à un phénomène de croissance très forte des flux de données numériques due à l'usage accru des nouvelles technologies. En effet, avec la croissance d'internet, de l'usage des réseaux sociaux, de la téléphonie mobile, des objets connectés et communicants, l'information est aujourd'hui plus abondante que jamais et sa croissance est chaque jour plus rapide. Le monde crée ainsi en deux jours autant de données que toute l'humanité en a créées pendant deux mille ans.

Quel intérêt pour les entreprises et l'administration ?

Les enjeux liés au Big Data sont considérables, tant sur le plan économique que pour garantir un espace numérique protecteur de la vie privée et des libertés fondamentales. Le Big Data induit ainsi une transformation majeure dans l'usage du numérique par les entreprises de tous les secteurs économiques.

Simplifier et adapter les services

- L'analyse des Big Data permet tout d'abord de mieux écouter les usagers, de mieux comprendre leurs modes d'utilisation des services et d'affiner l'offre.
- Les analyses permettent aussi d'identifier les formations pertinentes, d'anticiper les reconversions, d'adapter la recherche aux besoins du marché.
- L'analyse de masses de données permet également de mieux comprendre les sentiments ou les besoins des citoyens.
- Elles permettent encore d'envoyer à un usager des informations sur des services publics ou privés suivant l'évolution, en temps quasi réel, de sa situation. On peut imaginer qu'une

information fournie par un employeur déclenche l'octroi d'une prestation sociale ou en facilite le calcul.

Améliorer les performances gestionnaires

- Les analyses de données massives peuvent accroître la transparence administrative, faciliter l'évaluation des services, assister la prise de décision, ou permettre d'économiser des ressources. Une entreprise peut, par exemple, suivre ses ventes en temps réel pour mieux réapprovisionner ses stocks. De même, une administration publique peut suivre l'activité des agents, le versement de prestations, l'accroissement des demandes, etc.
- Les possibilités sont multiples et s'appliquent à une infinité de secteurs. Le datamining de masses de données est par exemple très performant pour détecter les fraudes. En analysant quantité de données sur des populations de fraudeurs, on découvrira certains profils types qui n'étaient pas "visibles". Il est alors possible de mieux cibler les contrôles (l'administration douanière française commence à utiliser ces technologies).

Prédire et prévenir

- L'analyse des masses de données permet plus spécifiquement d'anticiper, avec un certain degré de certitude, des comportements ou des besoins.
- Dans le domaine de la santé, il est possible de mieux prévenir certaines maladies ou épidémies, ou d'améliorer le traitement des patients.
- La prévention des crimes est l'une des applications possibles de l'analyse des masses de données.

Une vaste enquête sur les usages du Big Data

Dans le cadre de l'Observatoire des usages du Big Data, une vaste enquête a été lancée auprès des entreprises pour comprendre la maturité et l'impact du big data dans leur activité. Elle permettra de mieux comprendre comment les entreprises françaises peuvent se préparer pour cette révolution, et identifier de nouveaux modèles économiques permettant de transformer ces difficultés en opportunités. Les entreprises peuvent participer à cette enquête, qui se déroulera en deux vagues, du deuxième au dernier trimestre 2016.

> Participez à l'enquête sur le site de l'Observatoire

Le Big Data, au cœur de la Nouvelle France Industrielle

Dans le cadre de la Nouvelle France Industrielle (NFI), la Direction générale des entreprises (DGE) a lancé, en novembre 2015, une étude du Pipame (Pôle interministériel de prospective et d'anticipation des mutations économiques) sur les usages actuels du Big Data et sur la transformation de l'ensemble des secteurs d'activité grâce aux opportunités offertes par l'Economie de la donnée.

L'Observatoire des usages du Big Data

Pour permettre aux entreprises de découvrir les cas d'usages autour de la donnée recensés dans le cadre de l'étude, un site internet, *observatoirebigdata.fr*, permet aux entreprises d'appréhender les impacts et les opportunités du Big Data dans leur secteur et de disposer d'informations pertinentes sur les formations existantes en la matière.

Doc 3 : Attention aux apprentis sorciers du « Big Data »

Pour l'avocat Fabrice Lorvo, il est urgent de réfléchir sur la dimension éthique de l'usage des « Big Data » à des fins de prédictions des comportements humains.

Source : Le Monde.fr | 19.06.2015



Dans le film "Minority Report" (2002), avec Tom Cruise, Steven Spielberg imagine une société dans laquelle les pulsions homicides sont captées et anticipées. AFP

Internet a profondément modifié notre relation au temps. Notre dépendance à la connexion nous ancre dans le présent immédiat. Internet a, de plus, fait disparaître le passé. En effet, les supports de données deviennent permanents (alors que dans le passé, ils pouvaient disparaître physiquement) et immédiatement accessibles (alors que dans le passé, ils pouvaient être enfouis sous d'autres supports), ce qui nous oblige à réinventer un droit à l'oubli.

Mais c'est maintenant notre futur qu'Internet met en jeu avec l'ère des « Big Data ». L'essor d'Internet a entraîné l'explosion du volume des données collectées et conservées. Le terme « Big Data » désigne un outil qui permet le traitement desdites données (cet outil traite, avec une haute vélocité, de gros volume et une grande variété de données).

Les « Big Data » posent déjà, vis-à-vis de l'individu, un problème au niveau de la collecte et du traitement des données personnelles. Les outils juridiques existent, et cette question sera donc probablement rapidement réglée, au moins au niveau français ou européen puisque la protection de telles données n'existe pas aux Etats-Unis.

Prédictions

Ce qui doit nous préoccuper aujourd'hui, c'est l'usage qui sera fait de ces « Big Data ».

Ils nous permettront certes d'appréhender différemment le présent. Lors d'un événement sportif par exemple, le supporter aura accès, en temps réel, à toutes les données concernant la compétition ou les sportifs. Les « Big Data » nous permettront aussi de mieux connaître le passé. Elles seront alors une version très élaborée des statistiques.

Mais prédire le futur représente un enjeu encore plus fort. Il existe déjà des « Big Data », et c'est louable, destinées à prévoir des catastrophes naturelles (tremblements de terre, tsunami, etc....) ou des risques épidémiques. Une telle utilisation permet de prévenir ou de protéger les populations et donc de réduire les pertes humaines.

Le danger est que les « Big Data » soient aussi utilisées pour prédire des comportements humains à venir.

Aux Etats-Unis, une start-up propose déjà aux policiers de s'abonner à la base de données Predpol (pour Predictive Policing, www.predpol.com) qui a pour objet de fournir des prédictions sur les lieux et les moments où certains futurs délits (cambriolage, vols de voiture et vol dans les lieux publics) vont se commettre.

Manipulations génétiques

Cette base de données regroupe les archives de délinquance d'une ville depuis une dizaine d'années. Elle est mise à jour en continu. Ce sont les algorithmes créés par Predpol qui fournissent les prédictions. Pour le moment, cette application exclut les données personnelles des délinquants (et donc le profilage).

Limiter les comportements humains à venir à une simple probabilité en fonction des expériences passées est, en soi, assez réducteur. Cela consiste à aller de l'avant en marche arrière en regardant dans le rétroviseur. C'est aussi la négation de l'aléa, consubstantiel au futur. De surcroît, le cœur de la prédiction repose sur les algorithmes qui sont généralement gardés précieusement secrets. Qui en garantira la fiabilité et l'intégrité ?

Ce produit est présenté aujourd'hui comme une simple aide à la décision. Mais qu'en sera-t-il demain ? Jusqu'où ira-t-on ? Une fois que les « Big Data » auront permis de prédire un délit avec une fiabilité acceptable, ne conviendrait-il pas ensuite de prédire le profil du délinquant ? Puis de constituer des « Big Data » d'ADN de délinquants pour déceler le gène criminel ? Puis enfin, d'éradiquer ledit gène de la surface de la terre dans le meilleur des cas par des manipulations génétiques ?

Prédire l'avenir est un des grands rêves des apprentis sorciers. Ces rêves ne sont pas sans danger lorsqu'ils concernent le futur de l'humanité. Il est urgent de réfléchir sur la dimension éthique de l'usage des « Big Data » à des fins de prédictions des comportements humains.

Fabrice Lorvo (Avocat au cabinet FTPA)

Centre Universitaire
MAYOTTE

Département : DROIT-ECONOMIE et GESTION (DEG).
Matières : Analyse stratégique (L3 AES).
Durée : 2 heures.
Enseignant: NSAME Mouyenga.

EXAMEN FINAL « Analyse stratégique ».

Première session

Vous devez répondre de manière structurée aux cinq questions suivantes :

1. Expliquez les différentes étapes de l'internationalisation de l'entreprise ainsi que l'apport du modèle OLI de J. H.Dunning.

2. Quelles sont les différents modes de management de la firme multinationale selon le modèle EPRG de H. Perlmutter ?

3. Présentez le modèle SWOT de PORTER ainsi que ses limites.

4. Expliquez l'approche RBV en analyse stratégique.

5. Les matrices d'analyse stratégique sont-elles pertinentes ?

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE
Année universitaire 2016/2017
Semestre 6 – 1ère Session

3e Année Licence d'AES

DROIT DES AFFAIRES

Cours du Professeur David BOSCO

* * *

Examen

Durée de l'épreuve : 2h

TRAVAIL À EFFECTUER : ***Répondez dans n'importe quel ordre à TOUTES les questions suivantes.***

124

1/ Présentation des caractéristiques générales du contrat de franchise

2/ Qu'est-ce qu'un acte de commerce par la forme ?

3/ Quels sont les droits des associés d'une société ?

4/ Qu'est-ce qu'une EIRL ?

Aucun document n'est autorisé.
Bonne chance !!!

125

Centre Universitaire
MAYOTTE

L3 AES

ECONOMIE DU TOURISME

1ère session – Année universitaire 2016-2017

Cours de M. Victor BIANCHINI

Durée de l'épreuve : 2h00
Aucun document n'est autorisé
La calculatrice n'est pas autorisée

Vous traiterez, de manière claire et argumentée, la question suivante:

Quels sont les déterminants de la demande et de l'offre touristique ?

126

Centre Universitaire
MAYOTTE

Licence 3 AES

Economie et Aménagement du Territoire

Cours de madame Laurence Diederichs-Diop

Année universitaire 2016-2017

2nd semestre

1ère session

Durée : 3h

Vous traiterez les 2 sujets suivants :

1/ Les 3 grands objectifs de l'aménagement du territoire : quels sont-ils ? Quels intérêts ? Vous pourrez illustrer par des exemples. (15 points)

2/ L'analyse centre-périphérie de John Friedmann : décrivez-en les grands principes <u>en 1 page maximum</u> (5 points)

127